

Malgré les mises en garde le Burundi organise ce lundi 29 juin des élections

RFI, 29-06-2015 Elections au Burundi : des scrutins sans surprise en perspective Malgré les mises en garde et les appels de la communauté internationale, qui craint que la situation ne dégrade encore, le Burundi organise ce lundi 29 juin des élections législatives et communales, sans l'opposition qui a décidé de les boycotter. Ce sont donc des scrutins sans grande surprise qui se profilent. Le taux de participation sera au centre de toutes les attentions. Les bureaux de vote ont officiellement ouvert à 4 h TU, après une nouvelle nuit de violences à Bujumbura.

Quelque 3,8 millions d'électeurs sont appelés aux urnes ce lundi pour des scrutins législatifs et communaux très controversés et qui se déroulent dans un climat très tendu de maillages de violences. Des dizaines de milliers de soldats et de policiers ont été déployés pour sécuriser les 11 500 bureaux de vote répartis sur quelque 3 500 centres dans le pays. Une opération à risque, surtout dans les régions où la contestation du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza a été la plus forte. Opposition et société civile ont d'ailleurs appelé au boycott de ces élections. Pour les législatives, les citoyens burundais doivent élire 100 députés sur une base de liste bloquée dans un scrutin majoritaire à un tour. L'Assemblée doit compter au final 60 % de Hutus, 40 % de Tutsis et au moins 30 % de femmes. Et pour les communales, les électeurs doivent désigner 15 conseillers dans chacune des 117 communes du pays, dans les mêmes proportions ethniques et de genre. Des équilibres consacrés par les accords de paix d'Arusha. Sans plus aucun enjeu électoral véritable après le retrait de l'opposition, tout le monde va scruter avec attention le taux d'abstention. Mais le problème est de taille : la crédibilité des chiffres qui vont être annoncés. Toutes les missions internationales d'observation, à l'exception de celle de l'ONU, se sont retirées de ce processus après le refus du gouvernement de reporter une nouvelle fois ces scrutins, comme le demandait toute la communauté internationale. Ouverture des bureaux de vote sous tension A Nyakabiga, les tirs et les explosions de grenades ont illuminé la nuit précédant le scrutin. Dans ce quartier chaud du centre de Bujumbura, tous les bureaux ont été délocalisés et regroupés à l'extérieur du Burundi. C'est un peu en dehors, dans le campus de Mutanga, un peu en dehors de Nyakabiga. Vers 4h30 TU ce lundi matin, les agents électoraux sont arrivés dans une ambiance un peu désordonnée. A Nyakabiga il y a entre 14 000 et 15 000 inscrits, mais très peu, environ 5 000 seulement, sont venus prendre leur carte d'électeur. Les votants ne se bousculaient pas au bureau de vote à son ouverture, dissuadés peut-être par les violences de la nuit dans le quartier comme dans d'autres de la capitale. Des tentatives d'attaque ont notamment eu lieu sur les bureaux de vote de Cibitoké et de Jabé. Selon des sources policières contactées par RFI, 15 grenades ont été lancées et ont explosé à Bujumbura, six policiers ont été légèrement blessés, deux véhicules endommagés. Un des responsables de la CEA a expliqué à RFI que normalement, les bureaux devaient ouvrir de 6h du matin à 16h, mais qu'ils ont donné la latitude aux bureaux de vote des quartiers chauds d'ouvrir un peu plus tard, quitte à rattraper plus tard dans la journée. Bureaux de vote déplaçés Dans l'un des quartiers phares de la contestation, Musaga, les autorités ont décidé de déplacer les bureaux de vote en périphérie de la commune pour éviter tout débordement. Dimanche, des tentes ont été montées pendant toute la journée pour pouvoir accueillir des électeurs. Un terrain de football a par exemple été transformé en centre de vote. « C'est le terrain qu'on a préféré parce que c'est sécurisé », explique Napoléon Nimbeshu, le responsable du centre de vote en commune de Musaga. Le terrain est à l'opposé des agents de l'ordre, c'est en face du camp militaire. C'est un endroit idéal, car on ne peut pas troubler l'ordre. Vous avez vu qu'autour du terrain on voit beaucoup de soldats. Il faut pouvoir accueillir 46 bureaux de vote. Un lycée tout proche a même été réquisitionné pour atteindre les 93 bureaux régionaux. Mais les habitants de ce quartier ne veulent pas entendre parler de ces élections. Ceux qui acceptent de répondre sont catégoriques. Ils n'iront pas voter. « Je n'irai pas voter parce qu'il y a beaucoup d'irrégularités dans ces élections », confie l'un d'eux à RFI. Ce ne sont que des formalités sinon il n'y a pas vraiment d'élections en bonne et due forme. Il devrait y avoir des partis différents, les partis au pouvoir et les autres de l'opposition. Mais au Burundi ce n'est pas le cas. Il n'y a qu'un seul parti, le parti au pouvoir, alors si on n'est pas du parti au pouvoir on ne peut pas y participer. » Le président de la commission électorale locale dit tout de même espérer que des électeurs se présenteront. Tout est prêt pour accueillir ceux qui le souhaiteront, assure Napoléon Nimbeshu. Nuits de violences Dans les quartiers nord, plusieurs centres de vote ont été attaqués dans la nuit de dimanche à lundi, mais les autorités assurent avoir rapidement maîtrisé la situation. A Jabé, des tirs et des explosions de grenades ont été entendus jusque tard dans la nuit, sans que les habitants terrés chez eux ne comprennent ce qui se passe dans leurs rues. Le même scénario que la veille. Dans la nuit de samedi à dimanche des affrontements avaient fait deux morts. Patrick, un jeune étudiant, s'est fait tirer dessus. Ses amis disent avoir découvert son corps inanimé, dont une partie brûlée et qu'on aurait tenté de l'achever à coups de couteau. Malgré ce traitement, le jeune homme aurait agonisé pendant de longues minutes, sans espoir de secours, racontent sa famille en larmes et ses amis en colère. « On a essayé de chercher une ambulance », raconte une proche. « J'ai téléphoné à toutes les personnes qui m'ont toutes dit que c'était impossible de venir car il y avait beaucoup de tirs. On était abattu, on était scandalisé ! » Les autorités accusent les habitants de ces quartiers contestataires de posséder des armes, ce qui énerve un jeune homme de Jabé. « Les autorités disent n'importe quoi ! Ils sont fous ces gens-là ! On a rien ! C'est pour ça qu'on meurt comme des chiens ici. » A quelques rues de là, autre famille en deuil. Le corps d'Abdul Prime est toujours dans la maison. Mains déchiquetées, bras brûlés par l'explosion d'une grenade. L'un de ses voisins dit ne pas savoir ce qui s'est passé, n'est pas sorti de la nuit. On s'est caché sous le lit. Le matin, quand j'étais en train de me laver, on m'a dit qu'une personne était morte. » Ce n'est pas une victime, commentent - le visage fermé - des femmes assises non loin de lui. D'autres affirment qu'il s'agit d'un membre du parti au pouvoir qui aurait lui-même tenté de lancer une grenade.